

L'impôt—Loi

continuons à nous procurer ce produit mexicain de mauvaise qualité que les raffineries de Montréal achètent à prix d'or. Et même que nous subventionnons les raffineurs s'ils achètent du brut mexicain. Ces derniers acceptent donc les subventions et réalisent des superprofits. Ce pétrole mexicain remplace le pétrole qu'on a cessé de produire dans la région de Lloydminster et dans certains champs pétrolifères de l'Alberta.

Les Canadiens paient 4 à 5c. par gallon d'essence au niveau de la vente au détail et cet argent alimente un fonds qui sert à subventionner nos achats de pétrole étranger. Le système des deux prix qui est en vigueur au Canada a été expérimenté, puis abandonné aux États-Unis parce qu'il était préjudiciable à leur économie. Nous tirons toujours les enseignements des expériences américaines avec dix ans de retard. Aujourd'hui, nous fermons des puits de pétrole dans l'Ouest.

J'étais récemment dans ma circonscription où j'ai appris que le taux de chômage dans le secteur pétrolier avait augmenté de 1,300 p. 100. Les gars solides qui travaillaient sur les plateformes de forage, les derricks, sur le plancher de travail et dans la boue font aujourd'hui la queue pour toucher les prestations de bien-être social, parce qu'ils n'ont plus droit à l'assurance-chômage. J'invite tous mes vis-à-vis à se rendre dans les bureaux du bien-être social de Grande Prairie pour y voir tous ces chômeurs, jadis travailleurs qualifiés et fiers qui doivent réclamer le bien-être social parce qu'ils sont sans emploi. Tout cela, c'est la faute du Programme énergétique national. Je leur conseille de se rendre à Bonnyville et Grand Centre pour y voir là encore les queues de chômeurs devant les bureaux du bien-être social. Tous ces jeunes gens ont économisé pour lancer une petite entreprise, car ils croyaient que le Canada était un pays en expansion et qu'il faudrait construire des usines parce que nous avons besoin de pétrole. Nous en avons d'ailleurs toujours besoin. Mes vis-à-vis devraient venir avec moi leur parler. J'aimerais qu'ils puissent répondre à mes coups de téléphone et entendre ce que tous ces gens me racontent. Ils ne comprennent plus rien. Notre pays dispose pourtant des ressources naturelles, des travailleurs et des techniques voulus. Le problème, c'est que le gouvernement ne veut pas vraiment conduire notre pays à l'autosuffisance.

J'aimerais que mes vis-à-vis parlent à cet éleveur de l'Athabasca qui m'a dit la semaine dernière qu'il avait dû faire abattre son troupeau. Il ne pouvait même plus le nourrir. Domage que le ministre de l'Agriculture (M. Whelan) ne soit plus ici, car j'aurais aimé qu'il entende cela.

J'aurais aimé aussi que mes vis-à-vis puissent parler avec cet habitant de Newbrook qui m'a téléphoné pour me dire qu'il n'avait pas l'intention d'ensemencer ses terres cette année. Et pourtant, il a défriché de ses propres mains cette terre qu'il cultive depuis 40 ans, mais aujourd'hui, il est totalement découragé.

Et ce découragement, c'est le gouvernement avec ses taxes, son Programme énergétique national et son budget qui en est responsable. Il a engendré le désespoir partout dans le pays. Chacun se demande de quoi demain sera fait. Je peux leur répondre: «Tant que le gouvernement n'aura pas reconnu qu'il s'est trompé en présentant son Programme énergétique national et son budget, la situation va continuer de s'aggraver.» Il devrait faire quelque chose de bien et pour cela abandonner bon nombre des idées erronées que préconisent les bureaucraties socialistes des ministères.

Où est le cran des députés d'en face? Qu'est devenu le courage du député de Scarborough-Centre (M. Kelly)? Il devrait intervenir et dire à ses collègues de caucus qu'il ne soutiendra désormais plus de tels programmes. Il sait aussi bien que moi que les mesures gouvernementales contenues dans le Programme énergétique national et dans le budget détruisent littéralement l'économie de notre pays.

● (1750)

Le député de Charlesbourg (M. Bussièrès) est en train de discuter, mais peut-être lira-t-il mon discours. Quand dira-t-il aux membres de son caucus, au premier ministre (M. Trudeau) et au ministre des Finances que c'en est trop et qu'ils tuent toute initiative chez nos concitoyens. Alors que le gouvernement ruine l'économie, les chômeurs sont morts de peur, car ils ignorent quel avenir on leur réserve.

Pouvez-vous imaginer que le gouvernement émette des obligations sur 20 ans à 15½ p. 100, alors que le ministre des Finances ne cesse de répéter à la Chambre que le gouvernement va lutter contre l'inflation grâce à sa politique d'argent cher. Bien que la politique d'argent cher soit en vigueur à cause de l'inflation, le ministre dit que le gouvernement va juguler cette dernière. Cela ne l'empêche pas d'émettre un emprunt obligatoire sur 20 ans à 15½ p. 100. Les libéraux pensent sans doute que les Canadiens sont bornés, puisque leur gouvernement émet un emprunt à de telles conditions tout en leur affirmant que l'inflation va baisser. Cette action inconséquente confirmera au reste du monde que le Canada s'attend que l'inflation dépasse 10 p. 100 pendant au moins deux décennies; autrement, il n'aurait pas émis ces obligations.

J'invite les députés libéraux à visiter les centres d'accueil pour vieillards. Je me demande s'il leur arrive jamais de converser avec des personnes âgées. Le député de Sault-Sainte-Marie (M. Irwin) devrait leur parler pour savoir ce que devient leur pouvoir d'achat. S'il pouvait voir les larmes que verse la vieille dame qui n'a pas les moyens d'acheter un cadeau de mariage pour son fils ou sa bru.

M. Irwin: Il y a l'indexation.

M. Shields: Nous savons que le traitement du député est indexé. Il n'a pas à s'en faire. Je l'invite à aller rendre visite aux pêcheurs de ma région. Il pourrait s'étonner de m'entendre parler de pêcheurs, mais nous avons la pêche d'eau douce dans le nord-est de l'Alberta. Allez demander à ces pêcheurs ce qui leur arrive. Le gouvernement a présenté une proposition qui l'autorisera à retenir leurs impôts. Ces pêcheurs sont aussi de petits exploitants. Ils ont des camions et des filets et ils font la pêche sous la glace en hiver. Comme les autres petits exploitants, ils vendent leur produit sur le marché. Soit dit en passant, le gouvernement contrôle également ce marché.

Avant la présentation du budget, ces pêcheurs étaient considérés comme tant d'autres petits exploitants. Ils payaient leurs impôts à la fin de l'année après avoir déduit leurs frais. Cependant, le ministre des Finances a décidé qu'il n'en serait plus ainsi. Le gouvernement va désormais prélever l'impôt au moment où le pêcheur vend son poisson au grossiste. Ce gouvernement incompétent et inconscient s'attaque maintenant aux petits pêcheurs du nord-est de l'Alberta, profite de leur argent pendant toute l'année mais se permet de ne les rembourser, sans intérêt, qu'à la fin de l'année. Cela illustre bien